



1. Contexte

La Région du Sila est une des 22 régions qui composent le Tchad. Elle a été créée par décret présidentiel de février 2008 et Goz Beida en est la capitale. Elle s'étend sur une distance d'environ 40 006 Km² et compte deux préfectures (Kimiti et Djourouf Al Hamar) et une dizaine de sous-préfectures. Au Nord, elle a une frontière avec la région de l'Ouaddaï, à l'Est avec le Soudan et au Sud avec la République Centrafricaine. La population de la région est estimée à 471 842 habitants dont plus de 347 273 à Goz Beida (source Délégation régionale de la Santé, Octobre 2012).

Le Dar Sila est un Sultanat qui a ses origines au 16^{ème} siècle. Les autorités traditionnelles s'occupent de l'attribution et l'utilisation des terres rurales ; ainsi que des règlements des litiges.

L'instabilité et l'ancien conflit à l'est du Tchad ont impacté sur plusieurs facteurs dont les tensions inter-communautaires; les conflits entre agriculteurs / éleveurs; les combats entre groupes d'opposition armés et l'armée nationale; la prolifération d'armes légères; le banditisme; les exactions des milices paramilitaires – Jenjawees; et par extension le conflit au Darfour.

En dépit du nombre de réfugiés et de personnes déplacées qui obèrent les ressources disponibles, la population et les autorités de la région entretiennent des bonnes relations.

L'accord de paix entre le Tchad et le Soudan, signé en janvier 2010, a permis la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays. La frontière a été rouverte au trafic, une brigade mixte de surveillance de la frontière est mise en place. En 2010, l'armée a réussi à déstabiliser les foyers de rebelles dans la zone.

La sécurité de la ville de Goz Beida et la sous-préfecture de Koukou sont assurées par l'armée nationale du Tchad (ANT), la police nationale, la gendarmerie nationale, la garde nationale et nomade tchadienne (GNNT) et l'agence nationale de sécurité (ANS). Dès 2009, une centaine d'éléments du détachement intégré de sécurité (DIS), composés de policiers et gendarmes tchadiens formés et encadrés par la section UNPOL de la MINURCAT sont arrivés dans la région. Deux commissariats du DIS ont été créés un à Koukou et un à Goz Beida. Goz Beida dispose d'un commissariat central de DIS et d'un poste à l'entrée du camp des réfugiés de Djabal. Koukou

dispose d'un commissariat central de DIS et d'une poste à l'entrée du camp des réfugiés de Goz Amir. Le DIS s'occupe de la sécurité des camps de réfugiés, des sites des déplacés et des organisations humanitaires.

Le départ de la MINURCAT de la zone en décembre 2010, a occasionné la création du bureau de sécurisation et des mouvements (BSM) présidé par le Gouverneur de Goz Beida et par le Sous-Préfet à Koukou, est désormais l'organe central qui s'occupe de la sécurité des humanitaires sur le terrain. Il se réunit toutes les semaines pour analyser l'évolution de la situation sécuritaire.

Le 28 novembre 2010, le forum de dialogue entre les acteurs humanitaires et le gouvernement tchadien a permis d'apprécier la situation humanitaire, de redéfinir les défis, les priorités et les grands axes d'interventions humanitaires suite au retrait de la MINURCAT.

2. Situation humanitaire

Réfugiés soudanais

Depuis 2003, la région de Sila accueille des réfugiés Soudanais. Le HCR a ouvert son bureau à Goz Beida et une antenne à Koukou Angarana (ville de 2000 habitants, distante de 45 km de Goz Beida, dans la sous-préfecture de Koukou). Le HCR est secondé par d'autres agences du système des Nations Unies, le PAM, l'UNICEF et, depuis 2007, l'OCHA. La FAO et le PNUD sont arrivés en 2009, ensuite UNFPA en 2010. En 2011, l'OMS ayant sa base dans le département de Djourouf Al Amar élargit son action dans le Kimiti. L'UNICEF a fermé son bureau en 2011 et se retire à Abéché, avec des répercussions négatives pour les activités pour lesquelles ils sont 'cluster lead' et donateur principal. Le PNUD a annoncé la création des bureaux d'aide juridique à Koukou et à Goz Beida en juillet 2012, une étape positive vers l'augmentation de leur présence. Pour le moment, les activités PNUD de relèvement précoce sont inexistantes sur le terrain.

Il y a deux camps de réfugiés dans la région avec un total de 44 930 personnes:

A Goz Beida : le camp des réfugiés de Djabal : 18 550 personnes (source HCR juillet 2012).

A Koukou : le camp des réfugiés de Goz Amir : 26 380 personnes (source HCR juillet 2012).

Personnes déplacées internes

Depuis 2006, un nombre grandissant de Tchadiens a commencé à se déplacer à l'intérieur du Tchad pour des raisons sécuritaires. Le phénomène a débuté par les régions près de la frontière et s'est étendu par la suite aux localités situées à l'intérieur du pays. On compte environ 145 000 déplacés dans la région (soit près de 90% des déplacés à l'Est estimés à 170 000) et se sont créés concomitamment deux camps des réfugiés et aux alentours des villages existants.

Effectifs des personnes déplacées internes : 50 005 IDPs (source HCR juillet 2012).

Autour de Goz Beida	Les sites	Gouroukoun : 16 058 personnes
	50 005 déplacés	Koubigou: 10 247 personnes
		Gassiré : 16 189 personnes
		Koloma: 4 506 personnes
		Ganachour: 1 957 personnes
		Sanour: 1 046 personnes
Autour de Koukou :	19 731 intégrés	Aradib 1 & 2: 12 989 personnes
		Habile 1, 2 & 3: 6 742 personnes

Autour de Dogdoré	15 600 déplacés	8 sites : Angoussa, Bassou, Domboli, Guindessa, Haya Djabal, Kadjeksé, Modoyna Zaghawa et Tours
Autour d'Adé	17 000 déplacés	-
Autour de Kerfi	4 888 déplacés	-
Total	107 224 déplacés	

Retour des personnes déplacées dans leurs villages d'origine

Depuis 2008, un mouvement de retour des déplacés s'est amorcé. Pendulaire dans un premier temps, ce mouvement s'est consolidé dans certaines localités et environ **43 519** retournés ont été enregistrés dans la région (1 912 autour de Goz Beida et 41 607 autour de Koukou). Pour l'année 2012, les humanitaires, à travers le CAP, mettent l'accent sur la mise en place de programmes d'appui aux solutions durables, tout en poursuivant aussi dans une certaine mesure l'assistance aux populations déplacées vulnérables qui resteront encore sur les sites. Le retour volontaire des déplacés dans leurs villages d'origine a été encouragé avec la situation qui se normalise à la frontière. Des programmes d'accompagnement ont été mis en place et se poursuivent. Dans certaines localités, les mouvements saisonniers des déplacés se poursuivent et certains déplacés conditionnent leur retour à la mise en place des services de base et à la sécurité.

Dans le cadre de l'appui à l'Etat Tchadien pour gérer les défis des villages de retour, le PNUD intervient à travers deux volets: l'aide juridique et l'assistance judiciaire. Le PNUD donne aussi un appui technique dans l'organisation périodique des audiences foraines au Palais de Justice de Paix de Goz Beida. Mais l'un des grands défis reste le non respect des couloirs de transhumance et les aires de stationnement. La présence des déplacés dans la zone crée un problème d'accès aux surfaces cultivables ; ainsi que l'occupation anarchique des couloirs de transhumance et des aires de stationnement.

Depuis septembre 2009, le PNUD a ouvert son programme de relèvement précoce dans la région et s'occupe aussi de la coordination des différentes interventions relatives à l'accompagnement des retournés par des actions de réinsertion socio-économique.

La FAO, à travers ses différentes activités dans le domaine de sécurité alimentaire et d'appui à la gestion des conflits agriculteurs et éleveurs, intervient dans le sur-creusage de certaines marres et le balisage des couloirs de transhumance et la distribution des semences et matériels agricoles.

Le HCR intervient à travers le partenariat de FLM pour la construction des abris aux personnes à besoins spécifiques dans les villages de retour autour de la Sous Préfecture de Kerfi, notamment Arangou, et sur les axes Tiero-Marena et Lobotigue-Gododigue autour de Koukou. En 2012, la priorité est mise sur l'axe Ade avec la planification de la construction des abris aux bénéficiaires.

En 2012, **1 766** personnes (370 ménages) des sites des déplacés de Koukou étaient assistés par le HCR et des partenaires humanitaires. Les convois de retour se sont terminés à Koukou depuis le 23 mars 2012, mais continuent à Goz Beida. A Koukou, **19 731** déplacés ont opté pour l'intégration locale.

Population hôte

La présence des réfugiés, des déplacés et des acteurs humanitaires a eu un impact sur les conditions de vie des populations locales qui ont partagé les minimales ressources (eau, bois, etc.) dont elles disposaient avec ces personnes. Pour alléger les conséquences de l'arrivée des déplacés et des réfugiés, les programmes humanitaires ont mis en place des services ouverts à toute la population – communauté hôte, réfugiés, déplacés.

Situation alimentaire

Au moment où la situation humanitaire s'est stabilisée en partie sur les sites des déplacés et les camps des réfugiés ; un calme relatif règne dans les villages frontaliers du pays avec le Soudan; la détérioration de la sécurité alimentaire dans la région du Sila demeure la préoccupation majeure, en prenant en compte la mauvaise campagne pluviométrique de 2011 entraînant par ricochet une mauvaise campagne agricole, qui nécessite une réponse rapide et adaptée. Les résultats

des enquêtes VAM et nutritionnelle du PAM organisée en octobre 2011 et février 2012 apportent plus de détails sur le nombre des personnes touchées.

Les réfugiés Soudanais continuent de recevoir des rations alimentaires mensuelles. Suite à la décision du gouvernement Tchadien demandant aux organisations humanitaires d'arrêter l'assistance dans les sites des déplacés et d'orienter leurs efforts dans les villages de retour ; le PAM a cessé de donner l'assistance en vivres. Mais sur la base des enquêtes nutritionnelles réalisées au début de l'année 2012, réoriente les projets du PAM d'intervenir pour donner une assistance de ration alimentaire planifiée pour six mois à travers son programme « blanket feeding » et une distribution ciblée aux déplacés dans les sites et dans certains villages de retour. Il convient de noter que la planification ciblait 52 300 bénéficiaires et lors de la deuxième phase de distribution, le chiffre est passé à 200 000 permettant de réajuster les rations, afin que tous les bénéficiaires disposent d'une ration. Il convient de noter que les deux phases de « blanket feeding » organisées en 2012 n'ont pas pris en compte un certain nombre de villages de retour.

3. Présence acteurs/domaine d'intervention

A Goz Beida, 26 organisations humanitaires dont 7 agences des Nations Unies, 2 organisations internationales dont le C.I.C.R et la Croix Rouge Tchadienne, 10 ONGs internationales, 9 ONGs locales et 3 organisations gouvernementales (CNARR CIVILE, CONSAHDIS et le DIS) sont opérationnelles dans les secteurs (abris, protection, santé, nutrition, éducation, eau, assainissement et sécurité alimentaire).

A Koukou, 19 organisations humanitaires dont 3 agences des Nations Unies, 8 ONGs internationales, 6 ONGs locales et 2 organisations gouvernementales (CNARR et le DIS) sont opérationnelles. Ces chiffres vont se réduire en 2013, car Oxfam Intermon, COOPI et CHORA arrêtent leurs activités à Koukou fin 2012.

4. Mécanismes de coordination

La coordination de la réponse humanitaire est assurée par OCHA, une fois par mois ; en facilitant et en apportant un appui aux clusters. Actuellement, 7 clusters sont opérationnels à Goz Beida, animés par les agences des Nations Unies et certains délégations des services déconcentrés de l'Etat: gestion des sites, abris et non vivres, protection enfance & protection : UNHCR; Santé/Nutrition : UNICEF et délégation régionale de la Santé; Education : UNICEF en collaboration avec la délégation régionale de l'Education); Eau/Assainissement : UNICEF; la Sécurité alimentaire : FAO et PAM; le Relèvement précoce et solutions durables : PNUD. En dépit d'incessants plaidoyers d'OCHA, les sous clusters Education, santé/nutrition et WASH fonctionnent en partie à Goz Beida et d'autres réunions se font à Abéché dans le cadre du regroupement des clusters décidés par l'UNICEF. La fermeture du bureau UNICEF fin décembre 2011 trouve son explication dans cette nouvelle approche de leur programme d'activités.

A Koukou, deux clusters sont fonctionnels: le cluster protection animé par le HCR et le cluster Sécurité alimentaire animé par le PAM. Le HCR anime aussi une Réunion de Suivi des Cas de Protection, et OCHA gère un groupe de travail sur les solutions durables (retour, réintégration, relocalisation). Toutes les réunions des clusters sont bimensuelles. La réunion générale de la coordination est facilitée par OCHA une fois par mois.

La coordination passe également par les missions de suivi des recommandations et d'évaluation de la situation humanitaire et des besoins. Ces missions peuvent être simples ou inter-agences ou conjointes entre acteurs humanitaires et les services déconcentrés de l'Etat.

Elle se traduit enfin par la création des cadres de rencontres pour faire des analyses et partager les expériences en vue des actions concrètes à prendre: réunions de coordination réfugiés (UNHCR), déplacés (CNARR), réunions communautaires sur les sites CNARR, etc.

En plus de ces différents cadres de rencontres, OCHA facilite les missions dans la zone et coordonne les différentes rencontres de concertation entre acteurs humanitaires, les autorités administratives et militaires pour trouver une réponse rapide à une situation qui prévaut.

Le plaidoyer humanitaire et le flux de l'information humanitaire auprès des intervenants, des bailleurs et des autorités sont aussi de la responsabilité d'OCHA. La coordination des aspects civilo-militaires est aussi de ressort et sous la responsabilité d'OCHA.

5. Situation sectorielle et principales opérations

Les opérations humanitaires ciblent les personnes qui sont dans le besoin selon les critères de vulnérabilité sans aucune distinction liée au statut des différents groupes. Le principe d'actions humanitaires passe par le constat de la vulnérabilité des personnes dans la zone d'opération.

Sécurité alimentaire et Nutrition

Les activités de réponse à la crise de sécurité alimentaire se sont focalisées surtout dans le département de Djourouf Al Ahmar où OXFAM GB a ouvert une base (2009-2010) et en collaboration avec le PAM, qui a distribué des vivres à 68 000 bénéficiaires.

La difficulté d'accès à la terre et les aléas climatiques font que les réfugiés continuent de recevoir des rations mensuelles du PAM. Parmi les déplacés certains sont vulnérables sur le plan alimentaire et ont été assistés durant la période de soudure de 2010 et aussi, à Koukou, durant le « blanket feeding » du 2012 en réponse du plaidoyer OCHA.

Compte tenu de la situation alimentaire critique des déplacés, le PAM en collaboration avec Concern Worldwide et FLM a planifié une distribution de **1 471** tonnes des vivres planifiés pour **77 072** personnes dans les sites autour de Goz Beida rural et dans certains villages de retour. Le rapport final du programme de distribution est en cours de rédaction.

Le PAM a organisé une enquête sur la nutrition dans les différents sites des déplacés autour de Goz Beida et certains villages en février 2012 ; ce qui a permis de distribuer une ration alimentaire de six mois à travers le programme « blanket feeding » dans les sites et dans certains villages de retour. L'opération est close le 30 juin 2012 dans la région de Sila. Le PAM a distribué **319 CSB** et **54 tonnes de Plumpy Doz** aux bénéficiaires. La distribution à Goz Beida rural et la sous-préfecture, ainsi que les villages environnants des axes Kerfi, Ade, Moudeina a bénéficié à **110 255** personnes et **2 435 tonnes**.

Santé

La zone est exposée aux pathologies d'origine hydrique à cause du faible accès à l'eau potable, surtout dans les villages de retour et au sein des communautés hôtes. La plupart des populations dans les villages de retour boivent l'eau des wadis, vecteurs de multiples maladies. En plus de cela, des cas d'hépatite, de méningite et de polio y sont rapportés dont le plus récent découvert en juillet 2011 se trouve à Koutoufou, à 35 km de la ville de Goz Beida.

L'UNICEF en collaboration avec la délégation Sanitaire continuent des activités de programme élargi de vaccination de routine, ainsi que les campagnes de vaccination contre la poliomyélite et les activités vaccinales supplémentaires de riposte.

Inondations

Chaque année la région du Sila connaît des inondations et c'est ce qui rend vulnérable plusieurs ménages. Plusieurs familles ont été victimes des dernières inondations de 2010 et 2012 où des cases et des cultures sont détruites. Les victimes des inondations ont été assistées et le PAM, l'UNICEF, le HCR et d'autres organisations humanitaires internationales. Les sinistrés des quartiers de Goz Beida les plus touchés ont été assistés tandis que ceux de la zone de Kerfi ont reçu une assistance en vivres et en NFI en mars 2011 faute d'accessibilité. En 2012 à Koukou, la réponse des partenaires était minimale et surtout concentrée sur la santé et l'hygiène. Les autorités locales ont distribué un montant de 23 millions francs CFA aux sinistres (24 000 CFA/ménage), avec un message très clair qu'il n'y aura pas d'aide l'année prochaine.

Protection

L'UNICEF en collaboration avec la délégation régionale de l'Action Sociale s'attelle à un recensement des enfants vulnérables, enfants séparés ou enrôlés dans les groupes armés à travers un projet pilote mis en œuvre en janvier 2011 dans la région. 4 900 enfants sont recensés et l'opération est cours. A ceux-ci s'ajoutent les 122 enfants identifiés par le HCR au camp de Djabal ; qui seront aussi pris en charge par l'UNICEF dans le cadre de ce projet. Depuis le retrait de l'UNICEF le 31 décembre 2011 de Goz Beida, le sous-cluster Enfance est intégré dans le cluster Protection dont le HCR est le lead.

Les cas de protection font partie des pratiques d'excision, des viols et toutes les autres formes de violence sexuelles, le mariage précoce, l'enrôlement des enfants dans les groupes des forces armées, la militarisation des camps et des sites etc. Le cluster protection suit ces cas en vue d'y apporter assistance et soutien aux victimes.

Le HCR, l'UNICEF, APLFT et UNFPA travaillent en étroite collaboration avec la Délégation Régionale de l'Action Sociale pour la mise en œuvre et la finalisation des SOPs comme outil référentiel de travail dans la zone de Goz Beida. Ces SOP constituent un document de mise en œuvre du projet pilote de l'UNFPA à l'Est du pays.

Solutions durables

Le Plan global de relance à l'Est du Tchad (PGRET) est un outil de travail rédigé en 2010 et aurait pu prendre fin en

2013. Ce document était chiffré, des responsabilités avaient été partagées pour prendre action ; ainsi qu'un chronogramme détaillé des activités. Mais il est resté inappliqué à ce jour, le PNUD peut le remettre sur la table pour un plaidoyer fort du gouvernement et des agences des Nations Unies, afin de le mettre en pratique.

Les activités d'appui aux retournés se poursuivent. L'applicabilité des décisions du Gouvernement concernant ses engagements aux côtés des acteurs humanitaires dans les villages reste faible.

Toutefois, la validation du programme global de relance à l'Est du Tchad (PGRET) en octobre 2010 par le Gouvernement a marqué une étape importante pour les acteurs humanitaires dans la mise en œuvre des grands axes d'intervention dans les villages de retour. Toutefois, les activités de la mise en œuvre de ce programme et des activités du relèvement précoce restent faibles. Le PNUD continue des missions techniques à Sila pour réévaluer la situation humanitaire et pour relever les gaps dans les sites d'intégration et relocalisation et les villages de retour à travers une matrice contenant le paquet des activités prioritaires pour un retour stable des déplacés.

À Goz Beida, une opération d'évaluation des intentions des déplacés par rapport aux solutions durables est prévue. Les résultats de cette évaluation permettront d'affiner les stratégies d'accompagnement dans le cadre de la recherche des solutions durables. Il en résulte de cette évaluation trois options : le retour volontaire, l'intégration locale (déplacés internes du site de Koloma) et la relocalisation.

6. Principaux défis

Les principales préoccupations de la communauté humanitaire sont liées aux éléments suivants:

- La précarité de la situation alimentaire dans la zone et la faible situation socio-économique dans la région du Sila;
- Le manque des structures et des services de base (eau et assainissement, santé, éducation, etc.) dans les zones de retour ;
- L'inaccessibilité à certaines zones pour des raisons d'insécurité et d'impraticabilité du réseau routier et la piste du Koukou pendant la saison des pluies ;
- Le manque de moyens du DIS (personnel et logistique) pour assurer des escortes fiables dans toute la zone d'opération ;
- Des institutions étatiques faibles et l'engagement timide du Gouvernement pour les actions concrètes concernant l'intégration et relocalisation des personnes déplacées dans les sites et dans les villages de retour ;
- L'absence ou l'insuffisance des institutions judiciaires, freine le bon déroulement de la justice, l'impunité, le banditisme, la criminalité, l'absence ou la faiblesse de l'autorité de l'Etat; les conflits intercommunautaires récurrents ;
- Les violations des droits de la personne et de l'enfant, le non respect du caractère civil des camps et des sites, les menaces de recrutement d'enfants soldats;
- L'instabilité de la zone suite aux tensions potentielles entre différentes communautés, agriculteurs et éleveurs, etc.;
- L'accès des retournés dans leurs villages d'origine et la constatation des terres occupées par d'autres groupes pendant la crise, se solde souvent par des conflits intercommunautaires;
- La prolifération des armes légères et la pollution de certaines zones par des engins non explosés et des mines. En mars 2012, trois enfants ont été tués par l'explosion d'un UXO dans la sous-préfecture de Daguessa. OCHA et les partenaires ont noté l'UXO sur l'axe Moudeina ;
- Le retrait des humanitaires: OXFAM GB et le CICR se sont retirés de Goz Beida en décembre 2010 ; MSFF s'est retiré de Dogdore en juillet 2010 ; MSFH s'est retiré de Kerfi en décembre 2011 ; Oxfam Intermon, COOPI et CHORA se retirent du Koukou fin 2012 ;

- La fermeture du bureau UNICEF à Goz Beida fin décembre 2011 a créé un gap dans le domaine du 'clusters lead' et le soutien des partenaires (activités et fonds) sur terrain. La non-présence effective de personnel de l'UNICEF aux réunions est un handicap dans le fonctionnement des clusters Education, Santé/Nutrition et WASH ;
- La présence faible du PNUD pour la mise en œuvre des activités prévues dans la matrice du PGRET et le relèvement précoce ;
- La non-représentation de la CONSAHDIS à Goz Beida et à Koukou ne permet pas de traduire dans les faits les engagements du gouvernement Tchadien en matière de protection des retournés ;
- Les retournés de la Libye dans les sites des déplacés et les zones de retour : 186 personnes à Gouroukoun, 129 personnes à Koubigou (Source de la CNARR) et 290 enregistrés dans les villages de retour dans la Sous-préfecture de Adé.